

Série d'été

LE BONHEUR
MADE IN BHUTAN (4/5)

“Le Bonheur national brut est plus important que le Produit national brut”, avait affirmé le roi Jigme Singye Wangchuck en 1972. “La Libre”, avec le soutien du Fonds pour le journalisme, est partie à la découverte des clefs du bonheur bhoutanais, pour constater les succès et les écueils rencontrés par ce pays laboratoire. Toute cette semaine, nous explorons, au travers de rencontres et de reportages, les quatre piliers sur lesquels repose le BNB. Après l’objectif d’un développement socio-économique durable et équitable et la conservation de l’environnement, nous abordons aujourd’hui la question de la bonne gouvernance.

Samedi : la promotion de la culture.

Une dame de fer pour nettoyer le pays

Sabine Verhest
Envoyée spéciale au Bhoutan

Dasho Neten Zangmo se fiche du qu’en dira-t-on, elle est toute dévouée à sa cause. Cette femme droite, qui parle vite et rit franchement, nous reçoit dans son bureau de la Commission anticorruption qu’elle a présidée pendant presque dix ans, jusqu’à ce mardi. Quand on lui transmet les amitiés d’entrepreneurs rencontrés plus tôt, elle s’exclame : “Ils ont peur que j’enquête sur eux ! ?”, sans que l’on perçoive clairement s’il s’agit d’une question ou d’une affirmation. Elle respire la force et l’énergie de ceux qui, sûrs d’être dans le bon, n’ont cure de se faire des ennemis. “Je suis payée pour faire mon travail” et elle l’a fait “sans (se) soucier des conséquences”.

Le Bhoutan est loin d’être un point noir sur la carte du monde – au contraire. L’ONG Transparency International l’a placé trentième dans son indice de perception de la corruption, en tête des pays d’Asie du Sud et devant plusieurs Etats de l’Union européenne, comme l’Espagne, l’Italie, la Hongrie ou la Bulgarie.

L’engagement du Roi et la volonté politique expliquent cette situation, pense Neten Zangmo. “Je veux croire que nous avons une Commission anticorruption forte qui applique sans condition la politique du gouvernement de tolérance zéro.” Mais “nous sommes aussi une société spirituelle, avec un fort sens de ce qui est bien et mal”. Certes, le développement et le matérialisme changent les mentalités et la corruption “ne sera jamais éradiquée”. Mais si le Bhoutan peut se placer à la vingtième place du classement de Transparency International à l’horizon 2018, la dame de fer en sera ravie.

Il faut dire qu’elle y a mis du sien, malgré un manque cruel de personnel et les difficultés de ce travail. “Dans une petite société comme la nôtre, vous pouvez être amené à enquêter sur vos amis, vos proches, vos camarades de classe, vos voisins. Les parents ne veulent en général pas que leurs enfants soient employés ici, où le succès peut devenir un ennemi.”

Plus de plaintes

Il est d’autant plus important de se battre sur tous les fronts : l’investigation mais aussi la prévention et la sensibilisation. “Lutter contre la corruption revient à travailler sur le système de valeurs et les changements de comportement. L’investigation, seule, n’aide pas.

Envoyer les gens derrière les barreaux n’est que dissuasif à court terme. Le long terme dépend de l’intolérance que la société développera vis-à-vis de la corruption.”

En l’occurrence, les mentalités commencent à changer. “La cohésion sociale est forte dans le pays. Si vous êtes dans une position d’autorité, quelle qu’elle soit, votre famille, vos amis attendent de vous que vous les aidiez”, pour un recrutement, l’obtention d’une bourse, une promotion. “C’était d’ailleurs bien considéré et assez courant dans le passé. Maintenant, on est plus conscient des conflits d’intérêts, des abus de pouvoir, du favoritisme, du népotisme.” Les Bhoutanais hésitent de moins en moins à porter plainte ouvertement. Détournements, pots-de-vin, collusions, tromperies, tout y passe.

Les enquêteurs s’attaquent aux entrepreneurs véreux, aux fonctionnaires indécents, aux politiciens en délicatesse avec les règles. La Commission explore les attributions de marchés publics, les allocations de terres, les concessions minières. Neten Zangmo se montre particulièrement satisfaite d’avoir levé le voile sur une affaire de corruption dans la fourniture d’équipement médical et de médicaments venus d’Inde. Car les coupables avaient “non seulement touché aux deniers publics, mais aussi à la santé des gens”.

Une forme de sacrifice

Elle n’a pas craint non plus de cibler les hommes politiques en vue. Accusé d’abus de pouvoir dans l’attribution d’un marché public, Rinzin Dorje, actuellement sous le coup d’un procès en appel, va être remplacé à son poste de chef de la diplomatie tout prochainement. Avant lui, le président du Parlement Jigme Tshultim et le ministre de l’Intérieur Minjur Dorji ont été condamnés en 2013, respectivement, à deux ans et demi et un an de prison. Le premier pour fraude, le second pour manquement dans une affaire d’attribution illégale de terrains.

Minjur Dorji s’est, depuis, retiré dans l’est du Bhoutan, à Trashigang.

L’homme est resté un notable dans cette petite ville où beaucoup le saluent avec respect. S’il a été voué aux gémonies, lui-même ne s’est pas enrichi personnellement. Selon le jugement, il a illégalement alloué des terrains, en 2005 et 2006, à deux monastères et à une femme lorsqu’il était en poste dans la région de Mongar. Lui et sa famille en sont ressortis laminés. “Dans un pays où la population est très importante, vous pouvez être résilient. Nous ne sommes que 760 000 au Bhoutan. Quand quelque chose se passe, cela éclate si ouvertement...” Mais voilà, “un nouveau système démocratique” est en place, “nous apprenons”.

Si son cas a permis de faire avancer la société dans son ensemble, il en accepte le prix, une forme de “sacrifice d’un point de vue bouddhiste”. Il projette aujourd’hui l’image d’un homme qui savoure sa retraite. La politique ne lui manque “pas vraiment”. “Je me sens privilégié et honoré d’avoir pu servir comme membre clef du nouveau pouvoir politique.”

L’avidité n’a pas sa place

Cette “affaire malheureuse”, Siok Sian Pek Dorji, en a fait un cas d’école. Pour la directrice du Centre pour les médias et la démocratie, qui œuvre à l’enracinement de la démocratie et au développement d’un journalisme de qualité au Bhoutan, la Commission anticorruption devrait être plus consciente de la pièce politique dans laquelle elle joue. Qui plus est, “si l’on commence à ouvrir des affaires qui datent d’il y a 15 ou 20 ans, il peut y en avoir beaucoup... Jusqu’où allons-nous remonter ? On doit se concentrer sur le présent.”

Neten Zangmo n’a en tout cas jamais renoncé à protéger l’intérêt public et traquer la corruption qui, à ses yeux, entrave la croissance économique, dégrade l’environnement, contribue à accroître le fossé entre riches et pauvres, affaiblit la bonne gouvernance. Bref, contrevient à la politique du Bonheur national brut. “Nous n’avons pas de place pour l’avidité dans notre société.”

“Dans une petite société comme la nôtre, vous pouvez être amené à enquêter sur vos amis, vos proches, vos camarades de classe, vos voisins.”



SABINE VERHEST
DASHO NETEN ZANGMO
Présidente sortante de la Commission anticorruption.



A voir sur le site LaLibre.be :

– Une interview vidéo du D’ Tho Ha Vinh, du GNH Centre, sur l’impact de la démocratie sur le Bonheur national brut <http://www.dailymotion.com/video/x2zxznhw>

– Un entretien avec le Premier ministre Tshering Tobgay sur l’importance de la démocratie <http://bit.ly/1Hz5ZRM>



ALEXIS HAULOT

Fonds pour le journalisme



Le dzong de Trongsa est le siège ancestral de la famille royale.

SABINE VERHEST

“C’était mieux avant la démocratie”

Sabine Verhest
Envoyée spéciale au Bhoutan

Ils trônent partout : affichés dans les foyers, arborés en pin’s, placardés sur la piste de l’aéroport national, vendus en tasses, cartes postales, porte-clefs. Le Roi, son père, son épouse sont plus qu’aimés au Bhoutan, ils sont vénérés. “*Le Roi, c’est un dieu, un leader jeune et dynamique*”, s’exclame un entrepreneur de Thimphu en montrant l’épinglette qu’il a accrochée sur le revers de son costume traditionnel. Il ne viendrait pas à l’idée de leurs sujets de décapiter les membres de la famille régnante, ni même de les vilipender depuis les bancs du Parlement ou par voie de presse, comme en Suède, en Espagne ou en Belgique.

Lyonpo Om Pradhan, un homme raffiné qui a servi ses monarques comme ambassadeur et ministre, a son explication. “*En Europe, les rois vous taxaient, vous prenaient ce que vous aviez. Ici, c’est l’inverse, vous essayez toujours d’obtenir quelque chose du Roi !*”, dit-il en riant. La demeure Jigme Khesar Namgyel Wangchuck ressemble d’ailleurs plus à un petit cottage qu’à un somptueux palais. “*Il est très impliqué dans la vie des gens. Il voyage énormément à leur rencontre. Si vous avez un problème, vous*

pouvez faire appel à lui. Si vous n’avez pas de terre, il vous donnera quelques acres. Si vous n’avez pas les moyens de vous bâtir une maison, il vous donnera du bois. C’est presque une figure paternelle.”

Le pouvoir au peuple

Le Roi actuel, cinquième de la dynastie, a été couronné en 2008 à l’âge de 28 ans. Mais son père Jigme Singye Wangchuck, 60 ans, reste particulièrement admiré par ses ouailles pour ses actions hors normes. Quand il évoque son cousin germain, Dasho Paljor J. Dorji laisse de côté son langage fleuri et parle avec une très grande tendresse. “*Il mérite le nirvana ! C’est un homme incroyable. Il est détaché. Il ne parle jamais d’améliorer son propre bien-être, mais celui des gens qu’il rencontre. Il respire le pouvoir, non pas en l’exigeant mais le donnant. Et quand un monarque tout puissant donne son pouvoir au plus grand nombre, c’est le cadeau le plus précieux qu’il puisse faire.*”

Car non seulement Jigme Singye Wangchuck a abdicé en faveur de son fils, mais en plus il a remis son pouvoir

à un gouvernement élu. Il estimait, d’une part, que les Bhoutanais, de plus en plus instruits, étaient aptes à prendre en charge leur destin et, d’autre part, que la concentration du pouvoir entre les mains d’un seul homme, quand bien même serait-il de sa descendance, s’avérait potentiellement dangereuse.

Le Roi a imposé la démocratie à son peuple qui n’en voulait pas.

encore aujourd’hui, à estimer que “*c’était mieux avant*”.

“*Pour eux, qui ont sous les yeux les exemples de l’Inde, du Bangladesh et du Népal, la démocratie équivaut souvent à corruption et – très important – à communautarisme : on n’est plus un, mais divisé en plusieurs factions ethniques ou religieuses. C’est un repoussoir, analyse l’anthropologue Françoise Pommaret, auteure de l’ouvrage “Le Bhoutan. Au plus secret de l’Himalaya” (Gallimard). Heureusement, la Constitution, aussi voulue par le quatrième Roi, est un garde-fou contre ces dangers.*”

“*Si vous m’aviez demandé si je voulais*

la démocratie, je vous aurais répondu non, certainement pas !”, confirme le D^r Saamdu Chetri, le directeur du Centre du Bonheur national brut. “*Elle ne divise pas seulement les communautés mais elle déchire aussi les familles. Le mari soutient un parti, la femme un autre et les enfants un autre encore. Nous avons vécu pendant des siècles ensemble et, maintenant, des voisins deviennent ennemis. Je ne veux pas de cette démocratie, je préférerais un système sans partis politiques.*”

Il faut dire que la dernière campagne électorale, en 2013, s’est révélée particulièrement virulente et clivante. “*Elle ne véhiculait pas les valeurs du Bonheur national brut*”, attaque Saamdu Chetri. L’atmosphère délétère était, qui plus, entretenue et amplifiée par les médias, regrette Siok Sian Pek-Dorji. “*La presse, en se focalisant sur ce qui n’allait pas, sur les insultes, a donné une image de la démocratie pire que ce qu’elle n’est*”, ajoute la directrice du Centre du Bhoutan pour les médias et la démocratie.

Mais “*nous apprenons*”, “*cela nous force à réfléchir à quel genre de politique ou de démocratie nous voulons*”. “*En fin de compte, la démocratie n’est pas un but en soi. Le Bonheur national brut est la vision ultime et la démocratie n’est qu’un des chemins pour y parvenir.*”